

VOTRE RETRAITE EN PÉRIL AVEC PIERRE POILIEVRE

Pierre Poilievre est député depuis longtemps – très longtemps. En fait, il n'avait que 31 ans lorsqu'il s'est qualifié pour sa pension de député, d'une valeur estimée à 120 000 \$ par année.

Néanmoins, tout au long de son mandat, Pierre n'a jamais hésité à affaiblir les pensions et la sécurité de la retraite des Canadien(ne)s.

En 2012, **Pierre a voté pour faire passer de 65 à 67 ans l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse (SV) et au Supplément de revenu garanti (SRG).** Cette mesure a forcé les personnes âgées à faible revenu à travailler deux ans de plus que l'âge prévu de leur retraite, afin de financer les réductions d'impôt que le gouvernement conservateur offrait aux sociétés privées.

Grâce aux pressions continues du SCFP, des syndicats et du NPD, cette politique draconienne de Stephen Harper a été renversée en 2015. Mais les groupes d'entreprises et les groupes de réflexion de droite réclament que cette mesure soit rétablie. **Qui croyez-vous que Pierre écoutera s'il est élu?**

En 2012 également, alors qu'il était évident que le Canada avait désespérément besoin d'étendre ses pensions publiques, **Pierre et ses collègues idéologues du gouvernement Harper ont créé un régime à but lucratif géré par des banques et des compagnies d'assurance.** Dans le cadre de ce régime, le Régime de pension agréé collectif (RPAC), la participation et les cotisations de l'employeur sont volontaires. Il n'est pas étonnant que Pierre ait adoré le RPAC, un régime conçu pour enrichir le secteur financier tout en faisant peu pour aider les gens ordinaires à avoir une retraite stable.



Il n'est pas étonnant non plus que le modèle ait été un échec spectaculaire. Dix ans plus tard, l'organisme fédéral de surveillance financière et des documents obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information indiquent que le modèle ne couvre qu'un petit nombre de travailleuses et travailleurs et que très peu d'employeurs y contribuent.


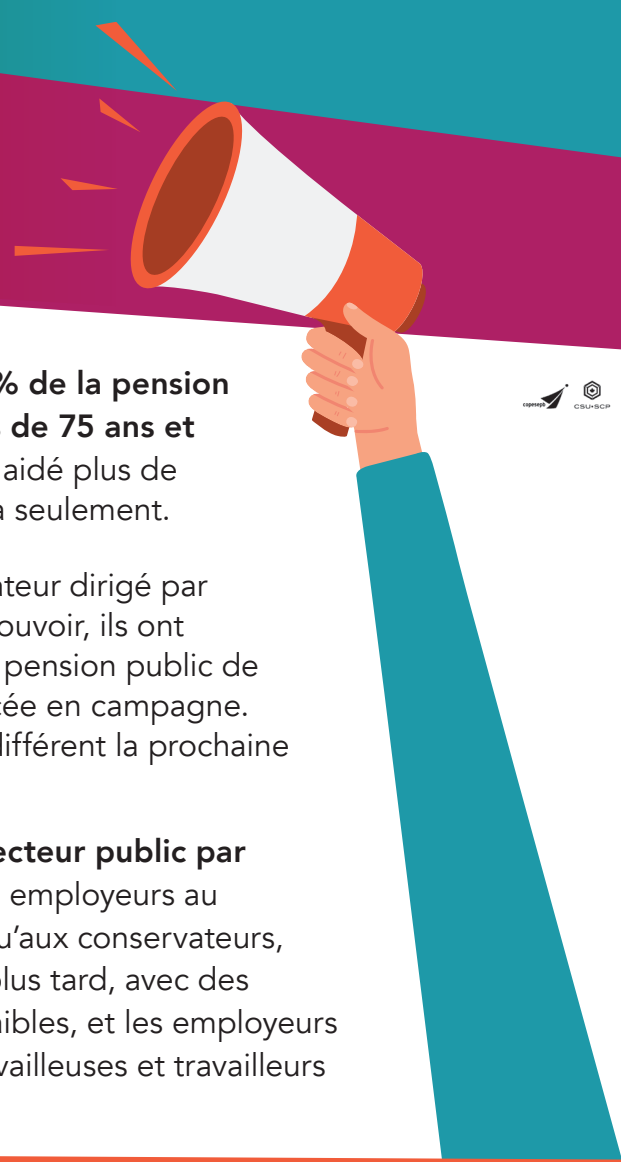
Plus tard en 2012, **Pierre a affirmé que les réductions de l'impôt sur les sociétés se répercuteraient sur les régimes de retraite et les renforceraient.** Les réductions de l'impôt sur les sociétés ont eu lieu, mais comme on pouvait s'y attendre, la couverture des régimes de retraite a continué à diminuer.

En 2014, Pierre a participé aux efforts déployés par le gouvernement Harper pour promouvoir le modèle de pension à prestations cibles et pour faire adopter des mesures qui encouragent les employeurs à convertir des régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à prestations cibles. Ces derniers transfèrent les risques des employeurs aux travailleuses et travailleurs et offrent peu de stabilité de la rente pendant la retraite. En d'autres termes, **Pierre a encouragé les employeurs à abandonner les pensions promises aux travailleuses et travailleurs**, même pour les personnes déjà retraitées et pour les prestations déjà accumulées.

En 2016, **Pierre a voté contre la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC), l'amélioration la plus importante apportée au système de pension public canadien en 50 ans.** Le secteur financier canadien s'oppose depuis longtemps à la bonification du RPC – et quand cela comptait vraiment, Pierre s'est rangé du côté des banques et des entreprises en quête de profits contre les travailleuses et travailleurs canadiens.

Sans l'appui de Pierre et des conservateurs, le RPC a tout de même été bonifié et les travailleuses et travailleurs touchent maintenant des prestations du RPC qui sont supérieures d'au moins 33 % à ce qu'elles auraient été si Pierre avait été premier ministre.





En 2021, **Pierre a voté contre une augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus**, une mesure adoptée malgré son opposition et qui a aidé plus de 3,5 millions de personnes âgées au Canada cette année-là seulement.

Que nous réserve l'avenir sous un gouvernement conservateur dirigé par Pierre? La dernière fois que les conservateurs étaient au pouvoir, ils ont procédé à la plus importante compression du système de pension public de l'histoire du Canada, malgré qu'ils ne l'aient jamais annoncée en campagne. Il n'y a aucune raison de s'attendre à quoi que ce soit de différent la prochaine fois.

Pierre s'est déjà engagé à remplacer les pensions du secteur public par des régimes à cotisations déterminées qui favorisent les employeurs au détriment des travailleuses et travailleurs. S'il n'en tenait qu'aux conservateurs, nous prendrions toutes et tous notre retraite des années plus tard, avec des prestations du RPC et de la Sécurité de la vieillesse plus faibles, et les employeurs seraient autorisés à renoncer aux promesses faites aux travailleuses et travailleurs au sujet de leurs pensions.

Chaque fois que les conservateurs prennent le pouvoir, ils mettent en péril nos pensions, et il faut des années pour réparer leurs erreurs. Personne au Parlement canadien n'est plus dévoué à affaiblir la capacité des travailleuses et travailleurs à prendre leur retraite dans la dignité que Pierre Poilievre.

